



Le cas du Nigéria, gros producteur de pétrole, illustre bien l'importance de la bonne gouvernance énergétique.

L'énergie et les objectifs du Millénaire

Se libérer du pétrole

Sans accès aux énergies renouvelables, il n'y a pas de vie dans la dignité ni de sortie hors de la pauvreté et de la faim. L'approvisionnement en énergie ne fait toutefois pas partie des huit objectifs de développement du Millénaire. La Commission des Nations Unies pour le développement durable a souligné récemment que ceux-ci dépendent de l'accès à l'énergie. Les plus gros gaspilleurs de pétrole vont se rencontrer mi-juillet au Sommet du G8 de Saint-Petersbourg.

Plus de 70 dollars pour un tonneau de pétrole. Il y a encore quelques années, cela paraissait un scénario apocalyptique. Pourtant, les pays industrialisés se préparent aujourd'hui à des prix encore plus élevés, alors que ceux du gaz naturel explosent. Les pays en développement, qui ne disposent ni de pétrole ni de gaz naturel, sont touchés de plein fouet par cette inflation. Leur endettement prend l'ascenseur. Le représentant de la République dominicaine s'est plaint, lors de la réunion annuelle de la Commission des Nations Unies pour le développement durable (CDD) en mai 2006 à New York, du

manque de ressources financières pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire, alors que près de 35% du budget national sont absorbés par les besoins en énergie.

Gaspillage des ressources

Il y a 14 ans déjà à Rio, le document final du Sommet de la Terre (Agenda 21) faisait de l'utilisation de l'énergie la clé de voûte du développement durable. Il pointait du doigt les modes de consommation et de production « déraisonnables », en particulier dans les pays industrialisés. Or, rien n'a changé depuis lors. Aux

réunions de la CDD, les délégués de la plupart des pays de l'OCDE répètent que « l'avenir appartient aux énergies renouvelables et à l'efficacité », mais leurs comportements liés à la production et à la consommation d'énergies fossiles ne sont pas remis en cause. On est encore loin du découplage de la croissance économique et de l'utilisation de l'énergie. Au contraire, le gaspillage des ressources dans les pays industrialisés et les pays émergents en plein boom comme l'Inde et la Chine se renforce.

Le G8 contre l'Agenda 21

Lors du prochain Sommet du G8, qui aura lieu mi-juillet à Saint-Petersbourg, le président russe Vladimir Poutine entend se profiler comme un puissant tsar du pétrole et faire de la sécurité de l'approvisionnement en énergie l'un des thèmes majeurs de discussion. Le document préparé par les Russes va dans le sens contraire de l'Agenda 21 : il y est proposé de soutenir le pétrole, le gaz naturel et le charbon ainsi que la construction de nouvelles centrales nucléaires. Selon Jürgen Meier, du Forum allemand Environnement et Développement, les auteurs sont partis de l'hypothèse que le secteur énergétique aurait besoin de 17'000 milliards (!) de dollars d'investissements dans les 25 prochaines années. Cela, afin de créer un « système d'approvisionnement en énergie résistant à toute épreuve ». De plus, les obstacles administratifs et juridiques dans les secteurs des énergies fossiles et nucléaires devraient être abolis pour favoriser la recherche et l'exploitation rapides de nouvelles réserves de pétrole et de gaz naturel.

Afrique en danger

A l'autre bout se trouvent deux milliards de personnes qui vivent dans un « blackout » permanent. Ils n'ont aucun accès à de l'énergie durable du point de vue écologique et social ou à de l'électricité. En Afrique, le bois est l'unique source d'énergie des deux tiers de la population. La déforestation galope, avec ses conséquences sociales et écologiques catastrophiques.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 1,5 million de femmes et d'enfants meurent chaque année dans le monde des suites de la pollution de l'air et des fumées qu'ils respirent en cuisinant à feu ouvert dans leurs huttes. Les principales victimes de la « pauvreté énergétique » sont les femmes, car elles sont responsables de l'approvisionnement de la famille en nourriture, eau et énergie. Elles sont également les premières victimes du changement climatique, causé par le gaspillage des énergies fossiles par les pays industrialisés.

Les pays producteurs de pétrole et les multinationales du pétrole connaissent un pouvoir croissant sur la scène politique globale. Cela est ressorti clairement de la réunion annuelle de la CDD, où la dépendance des pays consommateurs envers leurs « dealers » s'est révélée flagrante. Il était douloureux de voir à quel point les pays de l'OPEP dominent le groupe des 132 pays en développement (G-77). Seuls quelques pays pauvres ont osé montrer qu'ils se trouvaient acculés en matière de politique énergétique. Les Bahamas ont crié dans le désert, exigeant un changement de paradigme qui traiterait les énergies renouvelables comme un bien public plutôt que comme une marchandise. Le fait que les revenus élevés du pétrole créent de la corruption dans la plupart des pays a été souverainement ignoré.

Le cas du Nigéria¹ montre combien une bonne gouvernance est importante dans le secteur énergétique, avec des critères contraignants en matière écologique et sociale. Ce pays est l'un des dix plus gros fournisseurs de pétrole au monde. Pourtant, 90% de sa population vivent avec moins de 2 dollars par jour et la majorité dépend du bois. Se libérer du pétrole est aujourd'hui un impératif de politique de développement et une solution sage en termes écologiques et de sécurité nationale.

Nouvelle stratégie

Plusieurs organisations non gouvernementales ont présenté, lors de la conférence annuelle de la CDD, des propositions pour une stratégie énergétique permettant d'atteindre les objectifs du Millénaire :

- l'approvisionnement décentralisé en énergies renouvelables, y compris l'électricité, particulièrement pour les populations rurales ;

- les technologies bon marché et simples pour la cuisson, l'utilisation des sources locales comme le soleil et le vent ;
- l'affectation croissante de l'aide publique au développement à une « politique énergétique offensive » ;
- l'amélioration de l'usage des fonds par une prise en compte de la dimension « genre » ;
- la priorité donnée par la Banque mondiale et les banques de développement à des programmes liés aux énergies décentralisées et renouvelables ;
- la promotion de l'accès aux petits crédits en faveur de projets concernant les énergies et les femmes ;
- la fin des subventions aux énergies fossiles et non renouvelables ;
- le renoncement aux grands barrages et aux centrales nucléaires.

La réalisation des objectifs de développement du Millénaire dépendra de la question de l'énergie. Le chemin vers le développement durable suppose un virage vers les énergies renouvelables, loin du pétrole. Il est à craindre que le Sommet du G8 ne s'accroche aux illusions de l'énergie fossile, risquant ainsi de saboter les négociations de la prochaine réunion annuelle de la CDD.

Rosmarie Bär²

1. International Center for Energy, Environment & Development, Nigeria.

2. Membre de la délégation suisse à la réunion annuelle de la CDD (mai 2006, New York), où elle représentait les organisations de développement et d'environnement.

Pour en savoir plus:

- Energie et MDGs : www.alliancesud.ch/campagnes (développement durable).
- Factsheet « Commission des Nations Unies pour le développement durable » : www.alliancesud.ch/publications.

Les fonds nécessaires sont là

Aujourd'hui, 2 milliards de personnes n'ont pas accès aux énergies renouvelables et à l'électricité. Il faudrait relativement peu d'investissements pour remédier à ce manque. Les ressources sont là, ainsi que le montre la comparaison entre les bénéfices des grandes multinationales du pétrole (2005) et les besoins en investissements de cinq pays en développement.

Source : « Taking Issue », A Daily publication of the Sustainable Development Issues Network, 9.05.2006.

Besoins en investissements 2005-2015

Bangladesh : 2'948 mio US\$
= 8% du bénéfice de Exxon Mobil

Cambodge : 272 mio US\$
= 1% du bénéfice de Shell

Ghana : 345 mio US\$
= 2% du bénéfice de BP

Tanzanie : 604 mio US\$
= 4% du bénéfice de Total

Ouganda : 341 mio US\$
= 3% du bénéfice de Chevron

Difficile politique des migrations

Les migrations internationales seront au menu de la prochaine assemblée générale de l'ONU, qui se tiendra en septembre. Avec cette question : comment faire de ce phénomène global en pleine croissance, qui touche déjà 200 millions de personnes, une chance plutôt qu'une menace ? D'un côté, les pays industrialisés veulent profiter d'une main-d'œuvre bon marché tout en ayant le moins d'étrangers dans leur population. De l'autre, les pays en développement n'ont souvent aucun intérêt à contrôler l'émigration, car elle est une source importante de revenus : les transferts financiers des migrants vers leurs pays d'origine se sont élevés en 2004 à 150 milliards de dollars, soit presque le double du volume total de l'aide publique au développement. L'équation pour une politique internationale des migrations équilibrée, respectueuse des droits humains et pro-développement, est donc très difficile à résoudre. Pour preuve, le rapport préparatoire de l'Assemblée générale qui répète une trentaine de recommandations déjà entérinées aux sommets onusiens de Bucarest (1974) et du Caire (1994), mais jamais mises en œuvre. L'administration fédérale est en train de concocter la position suisse. Deux aspects sont essentiels pour la Direction du développement et de la coopération (DDC) : la simplification et l'investissement judicieux des transferts de fonds des migrants ainsi que les conséquences négatives de l'exode des cerveaux pour les pays en développement. *ML*

Droit des indigènes : Suisse gênée

Diverses ONG, dont Alliance Sud, exigent que la Suisse ratifie enfin la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la protection des peuples indigènes. Adopté en 1989, ratifié par 20 pays seulement (dont la Hollande, le Danemark et la Norvège), ce traité unique en son genre reconnaît l'égalité des peuples indigènes dans le monde du travail et garantit le droit à un territoire, une manière de vivre, une culture et une langue propres. La Suisse s'est jusqu'ici refusée à ratifier cette convention, malgré la demande du Conseil national en 2001. Le Conseil des Etats s'y est opposé, se ralliant aux arguments du Secrétariat d'Etat à l'économie. Primo, elle serait inutile, car la Suisse n'a pas de population autochtone ; secundo, on craint des revendications légitimes des gens du voyage ; tertio, les conséquences doivent faire l'objet d'une analyse préalable précise. Le Conseil fédéral prendra position après les vacances d'été. *PH*